

No de résolution
ou annotation

Les Éditions Juridiques FD - 1-800-363-9251 - No. F029

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE RAGUENEAU TENUE AU CENTRE COMMUNAUTAIRE ÉDOUARD-JEAN LE 15 DÉCEMBRE 2021 À 19 H 45. FORMANT QUORUM SOUS LA PRÉSIDENTE DE RAYMOND LAVOIE, MAIRE.

Sont présents les conseillers :

Monsieur Gilbert Dupont
Monsieur Claude Lavoie
Madame Nataly Ruel

Madame Huguette Tremblay
Madame Laurence Martel
Monsieur Yves Boulianne

Secrétaire d'assemblée :

Madame Annik Girard, greffière-trésorière adjointe

2021/12-36

OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE

Les membres présents à l'ouverture de la séance formant quorum, l'assemblée est déclarée régulièrement constituée par le président.

Tel que prévu par la Loi, l'avis de convocation a été signifié à tous les membres du conseil.

2021/12-37

LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le président fait lecture de l'ordre du jour. Il est proposé par Huguette Tremblay et résolu à l'unanimité des conseillers présents que l'ordre du jour soit accepté tel que lu.

2021/12-38

ADOPTION DU RÈGLEMENT 2022-01 DÉTERMINANT LES TAUX DE TAXES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2022

ATTENDU QU'en vertu des dispositions du *Code municipal* de la province de Québec, il est permis d'imposer des taxes générales et spéciales, ainsi que des tarifs pour les services d'aqueduc, d'égout et de vidange;

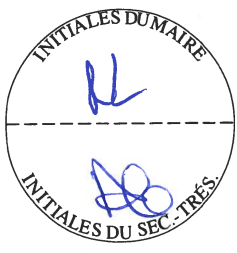
ATTENDU QUE pour les fins de l'administration courante, la Municipalité de la Paroisse de Ragueneau a prévu, pour l'année 2022, les appropriations budgétaires nécessaires, le tout tel qu'il appert des revenus budgétaires produits en annexe « A » des présentes et des dépenses budgétaires produites en annexe « B » des présentes, lesquelles font partie intégrante du présent règlement comme si ici au long récit;

ATTENDU QUE l'article 252 de la *Loi sur la fiscalité municipale* permet au conseil de la municipalité de la Paroisse de Ragueneau de prévoir les règles applicables au cas de défaut par le débiteur d'effectuer un versement à son échéance;

ATTENDU QUE le conseil de la municipalité de la Paroisse de Ragueneau a pris connaissance des prévisions des dépenses qu'il juge essentielles au maintien des services municipaux;

ATTENDU QU'avis de motion du présent règlement a été donné le 13 décembre 2021;

ATTENDU QUE le projet de règlement n° 2022-01 déterminant les taux de taxes pour l'exercice financier 2022 a été présenté, déposé et adopté le 13 décembre 2021;



No de résolution
ou annotation

À CES CAUSES, il est proposé par Huguette Tremblay, conseillère, et résolu à l'unanimité des conseillers présents que le conseil de la municipalité de la Paroisse de Ragueneau adopte le règlement n° 2022-01, tel qu'il est par le présent règlement ordonné et statué comme suit, à savoir :

ARTICLE 1 PRÉAMBULE

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante pour valoir comme si ici au long récit.

ARTICLE 2 BUDGET

La municipalité a adopté, pour l'année 2022 (résolution n° 2021/12-08), le budget tel que joint au présent règlement, l'annexe « A » faisant état des revenus anticipés de la municipalité pour l'année 2022 et l'annexe « B » faisant état des dépenses anticipées de la municipalité pour l'année 2022, lesdites annexes faisant partie intégrante du présent règlement comme si ici au long récit.

ARTICLE 3 AUTORISATION DE DÉPENSES

Le conseil est autorisé à faire les dépenses comme prévu à l'annexe « B » jointe au présent règlement.

ARTICLE 4 TAUX DE TAXES

Pour payer les dépenses mentionnées ci-dessus et combler la différence entre les dépenses prévues et le total des recettes reçues de la municipalité, les taxes foncières suivantes sont imposées :

Une taxe foncière générale de 1,49 \$ du cent dollars d'évaluation sur toute catégorie résiduelle (résidentielle, forestière et agricole), 1,70 \$ du cent dollars d'évaluation sur toute catégorie d'immeubles de 6 logements ou plus, 2,10 \$ du cent dollars d'évaluation sur toute catégorie d'immeubles non résidentiels et sur toute catégorie d'immeubles industriels, le tout tel que porté au rôle d'évaluation pour l'année 2022.

ARTICLE 5 TAUX DE LA TAXE SPÉCIALE — ENROCHEMENT DES BERGES

Une taxe spéciale de 0,0260 \$ du cent dollars d'évaluation soit imposée à l'ensemble des immeubles imposables;

Une taxe spéciale de 3,63 \$ du mètre linéaire soit imposée sur tous les immeubles situés en bordure des travaux d'enrochement tel qu'il appert à l'annexe du règlement n° 2008-05.

ARTICLE 6 TAUX DE LA TAXE SPÉCIALE — DIVERSES RUES

Une taxe spéciale de 0,0859 \$ du cent dollars d'évaluation soit imposée à l'ensemble des immeubles imposables;

ARTICLE 7 TAUX DE LA TAXE SPÉCIALE — COURBE RANG 2

Une taxe spéciale de 0,0249 \$ du cent dollars d'évaluation soit imposée à l'ensemble des immeubles imposables;

ARTICLE 8 TAUX DE LA TAXE SPÉCIALE — RUE DES LOISIRS

Une taxe spéciale de 0,0458 \$ du cent dollars d'évaluation soit imposée à l'ensemble des immeubles imposables;



No de résolution
ou annotation

Les Éditions Juridiques FD - 1-800-363-9251 - No. F029

ARTICLE 9 MODALITÉS DE PAIEMENT

Si le paiement des taxes et compensations municipales pour l'année 2022 est de 300 \$ et plus, le compte peut être payé en trois versements égaux, soit le 15 mars, le 15 juin et le 15 septembre.

Si le montant des taxes et compensations municipales pour l'année courante est inférieur à 300 \$, le compte est payable en totalité le ou avant le 15 mars 2022.

L'échéance de tout autre compte dû à la municipalité est fixée à trente (30) jours après la date de facturation si le montant est inférieur à 300 \$. Pour les comptes de 300 \$ et plus, l'échéance est fixée à trente (30) jours pour la moitié du montant dû et à soixante (60) jours pour le reste.

ARTICLE 10 TARIFS POUR LE SERVICE D'AQUEDUC

Qu'un tarif annuel de 194 \$ soit exigé et prélevé pour l'année financière 2022 de tous les usagers du service d'aqueduc (un usager = un logement desservi ou un autre local).

ARTICLE 11 TARIFS POUR LE SERVICE D'ÉGOUT — CENTRE DU VILLAGE

Qu'un tarif annuel de 143 \$ soit exigé et prélevé pour l'année financière 2022 de tous les usagers du service d'égout — réseau du centre du village (un usager = un logement desservi ou un autre local).

ARTICLE 12 TARIFS POUR LE SERVICE D'ÉGOUT ET LE TRAITEMENT DES EAUX USÉES — RUE BOUCHARD

Qu'un tarif annuel de 50 \$ soit exigé et prélevé pour l'année financière 2022 de tous les usagers du service d'égout de la rue Bouchard (un usager = un logement desservi ou un autre local).

Qu'un tarif de 1 169 \$ soit exigé et prélevé pour l'année financière 2022 de tous les usagers du service de traitement des eaux usées de la rue Bouchard (un usager = un logement desservi ou un autre local).

ARTICLE 13 TARIFS POUR LE SERVICE DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Qu'un tarif annuel de 247 \$ soit exigé et prélevé pour l'année financière 2022 de tous les usagers du service de gestion des matières résiduelles (un usager = un logement desservi ou un autre local).

Qu'un tarif annuel de 135 \$ soit exigé et prélevé pour l'année financière 2022 de tous les usagers de catégorie « établissement avec service de boisson alcoolisée » situé en périmètre non urbain et ayant accès au service du PGMR de la MRC de Manicouagan.

Qu'un tarif annuel de 120 \$ soit exigé et prélevé pour l'année financière 2022 de tous les usagers de catégorie « résidence principale » situé en périmètre non urbain et ayant accès au service du PGMR de la MRC de Manicouagan.

Qu'un tarif annuel de 70 \$ soit exigé et prélevé pour l'année financière 2022 de tous les usagers de catégorie « villégiature » situé en périmètre non urbain et ayant accès au service du PGMR de la MRC de Manicouagan.

Qu'un tarif annuel de 42 \$ soit exigé et prélevé pour l'année financière 2022 de tous les usagers de catégorie « abris sommaires » situé en périmètre non urbain et ayant accès au service du PGMR de la MRC de Manicouagan.



No de résolution
ou annotation

ARTICLE 14 OBLIGATION DU PROPRIÉTAIRE

Les tarifs pour les compensations de services tels que décrétés au présent règlement doivent, dans tous les cas, être payés par le propriétaire apparaissant au rôle d'évaluation.

ARTICLE 15 FRAIS D'ADMINISTRATION

15.1 En cas de paiement effectué par chèque ou retrait préautorisé, le propriétaire se verra facturer un montant additionnel de 10 \$ et ce, pour chacun des effets retournés par l'institution financière;

15.2 Lorsque la municipalité se voit dans l'obligation de prendre des procédures légales pour recouvrer un compte, les frais supplémentaires suivants seront en plus payables par le contribuable :

Frais de timbrage : au tarif en vigueur selon la Loi

Frais d'avis : 10 \$

Frais de mandat : 15 \$.

ARTICLE 16 TAUX D'INTÉRÊT

Le taux d'intérêt pour tous les comptes en souffrance dus à la municipalité est fixé à 7 % annuellement pour l'exercice financier 2022.

ARTICLE 17 TAUX DE PÉNALITÉ

En plus du taux d'intérêt, une pénalité de 5 % par année du montant des comptes impayés est exigible.

ARTICLE 18 DIMINUTION DE SERVICE

Dans le cas d'un bâtiment à logements, il sera possible pour un propriétaire de se faire diminuer les coûts reliés aux services municipaux. Cette diminution s'applique à un seul service d'aqueduc, un seul service de vidange et un seul service d'égout si applicable.

Pour ce faire, le propriétaire devra donner un avis écrit au greffier-trésorier de la municipalité attestant que le logement est inoccupé et remplir le formulaire prévu à cet effet.

À la suite de cet avis écrit, un délai de six (6) mois d'attente est exigé et les taxes de service pour cette période ne sont pas remboursables.

Si le propriétaire donne cet avis écrit, la propriété sera diminuée d'un service d'aqueduc, de vidange et d'égout si applicable pour chaque mois entier de calendrier pendant lequel ledit logement n'aura pas été occupé, et ce, à compter du premier jour suivant la période de six (6) mois exigée.

Le propriétaire qui produit une déclaration fautive ou erronée au greffier-trésorier indiquant qu'un logement est inoccupé alors qu'il est occupé est passible d'une pénalité de cinq cents dollars (500 \$).

ARTICLE 19 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur selon la Loi.

PÉRIODE DE QUESTIONS

Le président répond aux questions.



No de résolution
ou annotation

2021/12-40

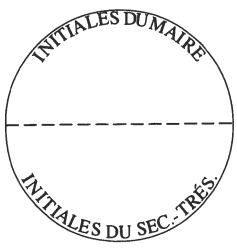
LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

IL EST PROPOSÉ par Claude Lavoie et résolu à l'unanimité des conseillers présents que la séance soit levée à 20 h 10.

Maire

Greffière-trésorière adjointe

Je, Raymond Lavoie, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal du Québec.



No de résolution
ou annotation

